



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA VENDÉE

Direction des relations
avec les collectivités territoriales
et des affaires juridiques
Bureau du tourisme
et des procédures environnementales et foncières
Section des installations classées

Dossier n° 89/0027

Opération n° 20100467

Arrêté n° 10-DRCATJ/1-906

fixant des prescriptions complémentaires à la Société CAVAC pour l'exploitation sur le territoire de la commune de Fougeré, au lieu dit « Bel Air », d'une plate forme centrale de stockage de produits agropharmaceutiques, céréales et aliments du bétail en sacs, engrais en sacs et big bags

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-Dir/1-1076 du 28 septembre 1989 autorisant le directeur de la CAVAC à exploiter une usine de fabrication d'aliments pour animaux et une installation de séchage de maïs avec stockage sur le territoire de la commune de Fougeré ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-Dir/1-210 du 25 février 1993 autorisant le directeur de la CAVAC à exploiter une plate forme centrale de stockage de produits agropharmaceutiques, céréales et aliments du bétail en sacs, engrais en sacs et engrais en vrac sur le territoire de la commune de Fougeré ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02/DRCE-1-398 du 6 août 2002 fixant des prescriptions complémentaires au directeur de la CAVAC pour l'exploitation d'un site de stockage de produits agropharmaceutiques sur la commune de Fougeré ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-DRCTAJ/1-628 du 6 août 2010 fixant des prescriptions complémentaires à la société CAVAC pour l'exploitation sur le territoire de la commune de Fougeré, au lieu dit « Bel Air » d'une usine de fabrication d'aliments pour animaux, d'unités de nettoyage et séchage de céréales avec stockages

VU la demande du directeur de la CAVAC en date du 8 juillet 2008 et complétée le 27 avril 2010 sollicitant la requalification du site de Fougeré en établissement SEVESO seuil bas ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, en date du 7 septembre 2010 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, en sa séance du 21 septembre 2010 ;

Considérant que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Le classement attribué pour l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour animaux, d'unités de réception, nettoyage et séchage de céréales avec stockages par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 10-DRCTAJ/1-628 du 6 août 2010 est modifié comme suit :

« L'autorisation accordée au titre de la rubrique 1136-A.1.b pour l'exploitation d'un dépôt d'ammoniac liquéfié en deux réservoirs de 37 tonnes chacun est annulée. La station d'ammoniac anhydre n'est plus exploitée à compter de la date de notification du présent arrêté complémentaire.

A compter de cette date, les réservoirs sont vidangés, dégazés et la station démantelée. Le site de la station doit ainsi être remis dans un état tel qu'il ne puisse porter atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site compatible avec l'exercice des autres activités industrielles du site. »

Le classement des activités exercées au titre de la législation des installations classées par la CAVAC sur le site de « Bel Air » sur le territoire de la commune de Fougeré pour l'exploitation d'une plate forme centrale de stockage de produits agropharmaceutiques, céréales et aliments du bétail en sacs, engrais en sacs et big bags tel que mentionné à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 93-Dir/1-210 du 25 février 1993 est redéfini comme suit :

« Cet établissement abrite les installations et activités visées à la nomenclature des installations classées et énumérées dans le tableau ci-après avec leur régime de classement.

Rubriques	Libellé	Grandeur caractéristique	Régime
1111-1.b	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. 2. substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 20 t	Inférieure à 20 tonnes	A*
1111-2.b	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. 2. substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t	Inférieure à 20 tonnes	A*
1131-1.b	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 2. substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 200 t	Inférieure à 200 tonnes	A*
1131-2.b	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 2. substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t	Inférieure à 200 tonnes	A*
1172-2	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par familles par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	inférieure à 200 tonnes	A*
1173-2	Dangereux pour l'environnement -B--, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par familles par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 200 t mais inférieure à 500 t	inférieure à 500 tonnes	A*

1510-2	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des) à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³</p>	109 260 m ³	E
1331-II.c et III	<p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001 (stockage de) :</p> <p>II. - Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 24,5% en poids, et qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen ; - supérieure à 15,75% en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen. <p>La quantité totale d'engrais répondant au critère II ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 500 tonnes, mais inférieure à 1 250 tonnes.</p> <p>III. - Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I ou II (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).</p> <p>La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 tonnes.</p>	<p>Catégorie II : 1 230 tonnes (engrais conditionnés)</p> <p>Catégorie III > 1 250 tonnes (engrais conditionnés)</p>	DC
2925	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.</p>	100 kW	D
1230	<p>Nitrate de potassium : engrais composés à base de nitrate de potassium (stockage de).</p> <p>1. Constitués de nitrate de potassium sous forme de granules et de microgranules.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1250 tonnes.</p>	Quantité maximale : 50 tonnes	NC
1412	<p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 tonnes.</p>	Produits aérosols quantité maximale : 1 tonne	NC
1611	<p>Acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70% , phosphorique à plus de 10%, sulfurique à plus de 25%, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 tonnes.</p>	Quantité maximale d'acide chlorhydrique : 5 tonnes	NC

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement, NC : non classé

* La quantité maximum de produits agropharmaceutiques présente dans l'établissement toutes catégories comprises ne dépasse pas 613 tonnes.

Cette quantité de 613 tonnes est répartie dans l'ensemble des rubriques de classement (1111.1.b et 2.b, 1131.1.b et 2.b, 1172.2 et 1173.2 tout en ne dépassant pas en quantité maximale les seuils AS pour chacune des rubriques et en assurant la somme des ratios (quantité/seuil) des rubriques 1111 et 1131 inférieure à 1 et la somme des ratios (quantité/seuil) des rubriques 1172 et 1173 inférieure à 1.

Par ailleurs, pour le stockage de gaz inflammables rubrique 1412 (1 tonne), le stockage d'engrais composés à base de nitrate de potassium rubrique 1230 (50 tonnes) et le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium rubrique 1331 (1230 tonnes), la somme des ratios (quantité/seuil) est aussi inférieure à 1.

L'exploitant doit démontrer en permanence le respect de ces règles par un outil de gestion des stocks approprié comptabilisant chaque jour les produits stockés par rubrique et le ratio total :

- pour les substances ou préparations visées par les rubriques 11.. comportant un seuil AS de la nomenclature annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement à l'exclusion des rubriques 1171, 1172, 1173 ;
- pour les substances ou préparations visées par les rubriques 1171, 1172 et 1173 ;
- pour les substances ou préparations visées par les rubriques 12..., 13..., et 14 ... comportant un seuil AS et 2255.

L'exploitant doit conserver un enregistrement de ce calcul de façon quotidienne et le tient à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 2

Les dispositions des articles 2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 février 1993 et relatives aux caractéristiques de l'établissement sont remplacées par les dispositions suivantes :

«Au titre de l'arrêté préfectoral du 25 février 1993 susvisé le demandeur est autorisé à exploiter :

- un entrepôt de produits agropharmaceutiques et d'engrais dénommé « Central Appro ».

La plate forme centrale de stockage de produits agropharmaceutiques et autres produits est une plate forme polyvalente assurant le stockage et la préparation des commandes des produits nécessaires à la protection des cultures, des semences, des engrais, et de différents produits de jardinage, espaces verts, vêtements pour les magasins « Gamm Vert ». Cette plate forme est caractérisée comme suit :

- bâtiment de 7 300 m² et 73 000 m³ avec :
 - * une zone réservée au stockage de produits agropharmaceutiques ; cette zone est composée de trois cellules distinctes :
 - une cellule réservée aux produits nocifs, toxiques ou très toxiques, d'une quantité maximum de 200 tonnes ;
 - une cellule dédiée aux produits inflammables d'une capacité maximum de 300 tonnes ;
 - une cellule réservée aux produits répertoriés ininflammables et non toxiques (produits classés irritants, corrosifs, dangereux pour l'environnement ...) d'une capacité maximum de 300 tonnes ;
 - * une zone de stockage en haut rayonnage des différents produits de jardinage, espaces verts, vêtements ...;
 - * une zone de stockage à plat polyvalente séparée du stockage en haut rayonnage, de 2 000 m² (20 000 m³) pour les engrais ensachés palettisés ou conditionnés en sacs ou big bags, les semences, les céréales en sacs ;
- un bâtiment de 1 300 m² (6 500 m³) séparé de 17 mètres à l'Est du «Central Appro» et affecté au stockage de produits divers non classés au titre de la législation des installations classées;
- deux bâtiments de 1 920 m² chacun (14 880 m³) avec toiture comportant des panneaux photovoltaïques et bardages métalliques séparés de 45 mètres en limite Sud du « Central Appro » et affectés au stockage de produits divers et non classés au titre de la législation des installations classées.

Les installations annexes comprennent :

- une installation de compression d'air de 2,2 kW ;
- un transformateur de 1 000 kW pour l'alimentation électrique. »

ARTICLE 3

La réglementation de caractère général applicable à l'établissement mentionnée à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n° 93-Dir/1-210 du 25 février 1993 est redéfinie comme suit :

« Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Date	Texte
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
15/01/2008	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
10/05/2000	Arrêté du 10 mai 2000 modifié le 29 septembre 2005 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (établissement SEVESO seuil bas)
15/04/2010	Arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

»

ARTICLE 4

Les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral n° 93-Dir/1-210 du 25 février 1993 relatif aux activités soumises à déclaration sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les installations soumises à déclaration visées dans le tableau de classement figurant à l'article 1 du présent arrêté respectent les prescriptions d'aménagement et d'exploitation définies par les arrêtés types correspondants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans les arrêtés préfectoraux n° 93-Dir/1-210 du 25 février 1993, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté. Toutefois, ces installations ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC. »

ARTICLE 5

Les dispositions de l'article 3.1 relatives au stockage de l'ammoniac liquéfié de l'arrêté préfectoral n° 89-Dir/1-1076 du 28 septembre 1989 sont annulées.

ARTICLE 6

Les prescriptions de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 25 février 1993 relatif au bruit sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme qualifié, afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 9 du présent arrêté. Les emplacements sont définis de façon à apprécier

respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

Les résultats des campagnes sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées, avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »

ARTICLE 7

Les dispositions de l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 25 février 1993 relatives à l'élimination des déchets sont remplacées par les dispositions suivantes pour la gestion des déchets :

« Article 3.7.1 – Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 3.7.2 – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-16 du code de l'environnement, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles relatifs à la mise sur le marché

des piles et accumulateurs et à leur élimination, R 543-129 à R 543-135 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Article 3.7.3 – Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 3.7.4 – Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1. Il s'assure que les installations visées à l'article L 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il veille à la tenue des registres et à l'émission des bordereaux prévus par les articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement.

Article 3.7.5 – Déchets traités ou élimination à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 3.7.6 – Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement et de l'arrêté du 29 juillet 2005 relatif aux circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets R 541-49 à R 541-61 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. »

ARTICLE 8

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2002 relatives au recensement des substances sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant procède au recensement régulier des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité) conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

Il tient le préfet informé du résultat de ce recensement.

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2002 relatives à la politique de prévention d'un accident majeur sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant décrit la politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2002 ne sont plus applicables.

ARTICLE 9

L'arrêté préfectoral du 25 février 1993 est complété par les prescriptions ci après relatives au risque foudre :

« a) Réalisation d'une analyse du risque foudre

Pour les installations du site soumises à autorisation, une analyse du risque foudre (ARF) est réalisée, par un organisme compétent.

L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF-EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

b) Etude technique suite à l'analyse du risque foudre

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes française ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisés, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Les dispositions du présent article sont applicables dans un délai de deux ans à compter de l'élaboration de l'analyse du risque foudre et au plus tard au 1^{er} janvier 2012. Durant la période transitoire, les équipements mis en place en application de la réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100 ».

ARTICLE 10 :DISPOSITIONS SPECIFIQUES POUR LES BATIMENTS ANNEXES A LA PLATE FORME DE STOCKAGE DES PRODUITS AGROPHARMACEUTIQUES

Les prescriptions d'exploitation ci-après sont fixées pour les trois entrepôts extérieurs à la plate forme de stockage des produits agropharmaceutiques :

- une distance d'isolement de 17 mètres entre des parois de l'entrepôt sis à l'Est du « Central Appro » et le « Central Appro » est présente ;
- une distance d'isolement de 55 mètres entre des parois des deux entrepôts sis au Sud du « Central Appro » et l'aire de réception du « Central Appro » est présente ;
- les parois extérieures des bâtiments sont construites en matériaux A2 s1 d0 ;

l'ensemble de la structure de chaque bâtiment est à minima R15 ;

les deux bâtiments de stockages présents au Sud du « Central Appro » disposent d'une toiture en panneaux photovoltaïques en verre trempé ; l'ensemble de l'installation (toiture et équipements annexes) est conçu et installé afin de ne pas être à l'origine de points chauds source d'ignition d'un incendie. L'exploitant doit s'en assurer auprès du fournisseur et tenir à disposition de l'inspection toutes les justificatifs nécessaires ;

- la quantité de matières combustibles à l'intérieur de chaque bâtiment est inférieure à 500 tonnes ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de démontrer le respect de cette prescription ;
- la hauteur des produits stockés n'excède pas 5 mètres ;
- les installations disposent en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie « engins » dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre des installations et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement des installations et par les eaux d'extinction ;
- les bâtiments de stockage sont équipés chacun d'une détection automatique d'incendie, avec transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment ;
- Les bâtiments sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC)

Pour le bâtiment de stockage sis à l'Est du « Central Appro », un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composées d'exutoires à commande automatique, manuelle ou autocommande. La surface de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2% de la superficie du bâtiment.

Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment.

Pour les deux bâtiments sis au Sud du « Central Appro » et disposant d'une toiture photovoltaïque ne permettant pas l'implantation d'exutoires de fumées, l'évacuation des fumées en cas d'incendie est assurée par des dispositifs permanents ouverts (grilles) implantés en partie haute de la paroi la plus haute du bâtiment et d'une surface minimum de 2% de la superficie de chacun des bâtiments.

- les bâtiments de stockage sont dotés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ils disposent notamment:
 - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments de stockage, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
 - de la présence d'une réserve d'eau propre au site en limite Sud et à proximité immédiate des bâtiments, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours pour la lutte contre un incendie. Cette réserve a une capacité réellement utilisable de 400m³. Elle est dotée d'une plate forme d'aspiration aménagée pour l'accès des engins des services de lutte.
- les eaux d'extinction en cas d'incendie sont collectées par le réseau d'eaux pluviales du « Cental Appro » et orientées vers le bassin de rétention de 400 m³ présent avec vanne de fermeture. Pour les deux bâtiments sis au Sud du « Central Appro » un fossé de collecte étanche de ces eaux est réalisée autour de leur emprise et raccordé au dispositif ci dessus.

ARTICLE 11 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 11.1 Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation.

Article 11.2 Publicité de l'arrêté :

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture, bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 11.3 Diffusion :

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 11.4. Pour application :

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, le maire de Fougeré, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, pour information, au directeur départemental des territoires et de la mer, à la directrice de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de la Vendée, au directeur départemental des services d'incendie et de secours, au directeur régional de l'entreprise, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - unité territoriale de la Roche-sur-Yon, et au chef du chef du service interministériel de défense et de protection civile.



Fait à La Roche-sur-Yon, le - 7 DEC. 2010

Le préfet,

Pour le Préfet,

~~Le Secrétaire Général~~
de la Préfecture de la Vendée

François PESNEAU

Arrêté n° 10-DRCATJ/1- 906 fixant des prescriptions complémentaires à la Société CAVAC pour l'exploitation sur le territoire de la commune de Fougeré, au lieu dit « Bel Air », d'une plate forme centrale de stockage de produits agropharmaceutiques, céréales et aliments du bétail en sacs, engrais en sacs et big bags